

RCS : NANTES Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 00582 Numéro SIREN : 452 625 981 Nom ou dénomination : 4 CAD PLM

Ce dépôt a été enregistré le 17/04/2020 sous le numéro de dépôt 4924

4 CAD PLM

Société par actions simplifiée au capital de 600.000 euros
Siège Social : 1 rue du Moulin Cassé – 44340 BOUGUENAI
R.C.S NANTES 452 625 981

Déposé au Greffe
le **17 AVR. 2020**
sous le N° 4924
RCS N° 04B582

**BILAN
COMPTE DE RÉSULTAT
ANNEXE
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019**

Certifié conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'K' or similar character, followed by a horizontal stroke.

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 30/09/2019	Net Au 30/09/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	92 476	81 202	11 274	14 950
Fonds commercial	1 339 644		1 339 644	1 339 644
Autres immobilisations incorporelles	64 276	64 276		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 306 812	891 476	415 335	483 317
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	10		10	10
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	85		85	85
Prêts				
Autres immobilisations financières	54 243		54 243	53 640
TOTAL (I)	2 857 545	1 036 954	1 820 591	1 891 645
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				23 531
Créances				
Clients et comptes rattachés	4 294 357	105 040	4 189 317	4 040 964
Autres	1 505 336		1 505 336	821 759
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	2 804 051		2 804 051	1 388 718
Charges constatées d'avance	107 053		107 053	112 950
TOTAL (II)	8 710 797	105 040	8 605 757	6 387 921
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	11 568 342	1 141 994	10 426 348	8 279 566

Bilan Passif

	Net Au 30/09/2019	Net Au 30/09/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 600 000	600 000	600 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	60 000	60 000
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	1 928 087	1 173 143
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	792 667	754 944
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 380 754	2 588 087
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	258 039	256 715
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 560 986	3 436 432
Dettes fiscales et sociales	1 921 140	1 949 370
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		751
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	305 429	47 939
TOTAL (III)	7 045 594	5 691 480
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	10 426 348	8 279 566
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/10/2018 au 30/09/2019			Du 01/10/2017 Au 30/09/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	533 596	5 397	538 993	1 465 576
Production vendue de biens				
Production vendue de services	18 792 273	2 154 169	20 946 442	18 318 365
Chiffre d'affaires Net	19 325 870	2 159 566	21 485 435	19 783 940
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			25 114	17 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			111 755	322 036
Autres produits			2 606	3 225
TOTAL (I)			21 624 910	20 126 201
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			218 031	767 182
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			168 856	161 560
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			13 403 712	11 871 096
Impôts, taxes et versements assimilés			243 304	224 750
Salaires et traitements			4 231 848	3 806 842
Charges sociales			1 790 893	1 610 689
Dotations aux amortissements sur immobilisations			206 485	139 025
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants			28 454	22 576
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1 436	151 918
TOTAL (II)			20 293 019	18 755 638
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 331 892	1 370 563
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			515	28
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change			7 648	5 594
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			8 163	5 621
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			4 116	6 647
Différences négatives de change			197	5 487
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			4 313	12 134
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			3 849	-6 513
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			1 335 741	1 364 050

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 6 -

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/10/2018 Au 30/09/2019	Du 01/10/2017 Au 30/09/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		395
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)		395
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 758	3 238
Sur opérations en capital		128
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	10 758	3 366
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-10 758	-2 971
Participations des salariés (IX)	172 718	189 227
Impôts sur les bénéfices (X)	359 598	416 908
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	21 633 073	20 132 217
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	20 840 405	19 377 273
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	792 667	754 944
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	9 500	
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/09/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 10 426 348 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 792 667 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise :

Etude, conseil en matière d'informatique industrielle.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'entreprise :

6 sites :

- BOUGUENAI (44)
- LES ULIS (91)
- LABEGE (31)
- SAINT PRIEST (69)
- LILLE (59)
- ENTZEIM (69)

Appartenance à un groupe financier :

Oui.

Convention d'intégration fiscale :

La société entre dans le cadre du régime fiscal des groupes (intégration fiscale) prévu aux articles 223A et suivants du CGI.

L'option a été formulée avec effet au 01/10/2008.

La société supporte l'impôt qu'elle aurait payé en l'absence d'intégration fiscale.

Pour l'exercice écoulé, la charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 359 598 euros.

La société tête de groupe est :

SAS HEDOS -1 rue du Moulin Cassé - 44340 BOUGUENAI - Capital de 500 000 €. N° SIRET : 498 992 304 00010

Accord de participation :

Suite à l'accord signé entre la société 4 CAD PLM et le CFDT en date du 25 juillet 2014, une provision a été comptabilisée pour un montant de 171 083 €.

Litiges :Litiges suite aux licenciements économiques :

4 litiges prud'homaux sont en cours suite aux licenciements économiques réalisés en 09/2013. Le jugement était initialement prévu en 10/2015 et a été repoussé à décembre 2016.

Par décision du 2 décembre 2016, sur les quatre litiges, la partie adverse a été déboutée de sa demande pour 3 salariés. La société a été condamnée à verser 6 000 euros à un salarié. L'arrêt de la cour d'appel du 27/10/2019, a débouté les 4 salariés, en confirmant l'absence de condamnation, à l'encontre de la société 4 CAD PLM.

Il n'existe pas d'autres litiges en cours

Contrôle fiscal : la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 01/10/2015 au 30/09/2018.

Ce dernier aboutit à un redressement d'impôts sur les sociétés de 417 K€. L'administration conteste la constatation de factures non parvenues correspondant aux droits d'utilisation de licence et maintenance vendus aux solutions de financement proposées aux clients. 4 CAD PLM vend ainsi des contrats couvrant une période allant de 1 à 3 ans, alors que le fournisseur facture les droits d'usage par période annuelle. Les deuxièmes et troisièmes années sont ainsi constatées en FNP, jusqu'à réception des factures de l'éditeur. De la même manière, l'administration fiscale refuse la constatation de produits constatés d'avance.

Sûr de son bon droit, la direction de la société entend défendre sa position et considère obtenir l'annulation des redressements. Aucune provision pour impôts n'est constatée à la clôture du bilan 30/09/2019.

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-197 du Code du Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/09/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 10 426 348 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 792 667 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Acquisition du fonds de commerce PHAREA le 02/01/2020 au prix de 450 K€.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce est évalué au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Le règlement ANC n°2015-06, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, a redéfini les critères et modalités d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux.

Compte tenu du caractère non limité de sa durée d'utilisation, le fonds commercial ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Dépréciation du fonds de commerce :

La dépréciation du fonds commercial est la constatation que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La dépréciation permet de ramener la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur actuelle.

Test de dépréciation :

Compte tenu du caractère non amortissable, le fonds commercial a fait l'objet d'un test de dépréciation au cours de l'exercice.

Le test a permis de conclure, sur la base de la valeur d'usage du fonds commercial, déterminée selon la méthode des flux nets de trésorerie actualisés, à l'absence de dépréciation au titre de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire et les durées suivantes :

- Licences 1 à 3 ans
- Installations Gales et agencements 5 à 10 ans
- Matériel de transport 1 à 5 ans
- Matériel de bureau & informatique 1 à 7 ans
- Mobilier 3 à 9 ans

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2019) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.47%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 9 400 € hors taxes.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté au compte 444 pour un montant de 76 251€.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique (propre à l'entité) comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 20 606 €.

Utilisation du Crédit d'impôt Compétitivité Emploi

Au cours de l'exercice, l'entreprise a utilisé le produit du CICE pour financer son activité grâce notamment à de nouveaux investissements et à un certain nombre de recrutements et de formations.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	69	70
Agents de maîtrise & techniciens	1	4
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	70	74

Commentaire

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	600 000	1.00000	600 000
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	600 000	1.00000	600 000

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	1 272 545
Engagements de départ en retraite	
TOTAL	1 272 545

Commentaires :

Le détail des engagements est le suivant :

- Engagements en matière de pensions, retraite et assimilées pour : 522 545 €,
- Nantissement de fonds de commerce PRODWARE au profit de la Banque Populaire pour 350 000 €,
- Nantissement de fonds de commerce PRODWARE au profit de la BNP Paribas pour 400 000 €.

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
SARL HEDOS - caution solidaire (SPRING)	1 020 000
OSEO - Garantie à hauteur de 50% (SPRING)	425 000
SARL HEDOS - caution solidaire (PRODWARE)	820 000
SARL HEDOS - engagement de blocage de C/C	600 000
TOTAL	2 865 000

Commentaire

Le total des engagements reçus par les entreprises liées (HEDOS) s'élève à 2 440 000 €.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
	Total		

Fonds commercial

	Montant
Eléments achetés	
Fonds de commerce Spring	795 000
Fonds de commerce Prodware	518 000
Mali de fusion 4 CAD SE	26 639
Eléments réévalués	
Eléments reçus en apport	
	TOTAL
	1 339 639

Commentaires :

- Fonds de commerce Les Ulis : 1 €
- Fonds de commerce Strasbourg : 1 €
- Fonds de commerce PI3C : 2 €
- Droit au bail Agence de Lyon : 1 €

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	76 586	28 454			105 040
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III	76 586	28 454			105 040
TOTAL GENERAL (I+II+III)	76 586	28 454			105 040
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		28 454			
Dont dotations et reprises : - financières					
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 18 -

Etat des créances

		Liquidité de l'actif	
	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	54 243		54 243
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	135 618	135 618	
Autres créances clients	4 158 739	4 158 739	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	808	808	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	569 642	569 642	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	871 763	871 763	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	63 122	63 122	
Charges constatées d'avance	107 053	107 053	
TOTAL	5 960 989	5 906 746	54 243

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	3 079	3 079		
- à plus d'1 an à l'origine	254 960	182 475	72 485	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 560 986	4 560 986		
Personnel et comptes rattachés	696 068	696 068		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	429 637	429 637		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	716 108	716 108		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	79 327	79 327		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	305 429	305 429		
TOTAL	7 045 594	6 973 109	72 485	
<i>(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>	200 000			
<i>(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>	200 106			
<i>(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques</i>				

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	1 335 741	359 598	976 143
+ Résultat exceptionnel	-10 758		-10 758
- Participation des salariés	172 718		172 718
Résultat comptable	1 152 265	359 598	792 667

Commentaire

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôt
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements		
Prov. non déductible année de dotation		
Total des déficits d'exploitation reportables		
Total des amortissements différés		
Total des moins values à long terme		
TOTAL		

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	2 588 087
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	2 588 087
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	2 588 087
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	754 944
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-754 944
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	2 588 087
Résultat de l'exercice	792 667
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	3 380 754

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272.00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 079.00	1 649.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 417 409.20	1 822 997.00
Dettes fiscales et sociales	914 877.19	960 773.82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 335 365.39	2 785 691.82

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272.00
168830 Int.cour./autr.empr.oblig		272.00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 079.00	1 649.00
518600 Agios bancaires	3 079.00	1 649.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 417 409.20	1 822 997.00
408100 Fourn. fact.non parvenues	2 417 409.20	1 822 997.00
Dettes fiscales et sociales	914 877.19	960 773.82
428200 Dettes prov./conges payes	312 263.00	280 943.00
428600 Primes a payer	137 885.00	153 112.00
428650 Pers.autr.charges a payer	176 868.19	192 263.82
438000 Forfait social ch a payer	34 543.00	37 845.00
438600 Prov chges soc/com	59 291.00	62 969.00
438610 Provision ch sociales cp	134 875.00	128 403.00
438620 Ch soc. s/ primes a payer		4 700.00
448600 Charges fiscales	59 152.00	100 538.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 335 365.39	2 785 691.82

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 23 -

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Produits d'exploitation	305 429	47 939
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	305 429	47 939

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Charges d'exploitation	107 053	112 950
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	107 053	112 950

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	9 500	
Pénalités	1 258	
TOTAL	10 758	

Transfert de charges

4 CAD PLM

Société par actions simplifiée au capital de 600.000 euros
Siège Social : 1 rue du Moulin Cassé – 44340 BOUGUENAIS
R.C.S NANTES 452 625 981

EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'assemblée générale,

décide d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 30 septembre 2019, qui s'élève à 792.667,45 euros, de la manière suivante :

- | | |
|---|--------------|
| - à la distribution de dividendes aux associés,
à concurrence de | 720.000,00 € |
| - le solde, soit
au compte "autres réserves". | 72.667,45 € |

Le dividende revenant à chaque action est ainsi fixé à 1,2 €.

Il sera mis en paiement à compter de ce jour.

Il est précisé que les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1^{er} janvier 2018 sont soumis l'année de leur versement, sauf exceptions, à un prélèvement forfaitaire non libératoire au taux de 12,8 % perçu à titre d'acompte ainsi qu'aux prélèvements sociaux à hauteur de 17,2 %. Ces sommes sont déclarées et payées par l'établissement payeur au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

Peuvent demander à être dispensées du prélèvement à la source les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 € (contribuables soumis à une imposition commune). La dispense doit être demandée sous la forme d'une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du paiement.

L'année suivante, les dividendes sont déclarés avec l'ensemble des revenus et soumis à l'impôt sur le revenu : soit au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8 % auquel s'ajoute 17,2 % de prélèvements sociaux, soit, pour les personnes physiques qui y ont intérêt et sur option, au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %. Les sommes versées au titre du prélèvement non libératoire s'imputent, selon le cas, sur le PFU ou l'impôt calculé au barème progressif.

Au cas présent, les dividendes répartis entre les associés seront intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts, sous réserve de l'assujettissement des bénéficiaires à l'impôt sur le revenu et de l'exercice par eux de l'option pour l'application du barème progressif.

L'assemblée reconnaît en outre qu'aucune distribution de dividendes n'est intervenue au titre des trois derniers exercices.

ADOPTION

Cette affectation a été adoptée dans son intégralité par l'assemblée générale des associés du 9 mars 2020.

Certifié conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

4 CAD PLM

S.A.S. au capital de 600 000 €

1 Rue du Moulin Cassé
44340 BOUGUENNAIS

452 625 981 R.C.S. NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2019

Certifié conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned below the 'Certifié conforme' stamp.

4 CAD PLM

S.A.S. au capital de 600 000 €

1 Rue du Moulin Cassé
44340 BOUGUENNAIS

452 625 981 R.C.S. NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 30 septembre 2019

Aux associés de la société 4 CAD PLM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 4 CAD PLM relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Faits caractéristiques » en page 9 et sur la note « Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture » en page 10 de l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Créances

Nous avons validé les dépréciations en procédant par sondage à l'apurement des créances sur la période postérieure.

Pour valider la réalité des créances, nous avons procédé à la revue des créances et vérifier par sondage leur apurement sur la période postérieure.

Fonds commerciaux

Nous nous sommes également assurés de la correcte application des méthodes d'évaluation et de dépréciation des fonds commerciaux définies par la société et qui sont énoncées à la note « Dépréciation du fonds de commerce » de l'annexe des comptes.

Fournisseurs : apurement et factures non parvenues

Par sondage, nous nous sommes assurés de la réalité de ces factures non parvenues par rapport aux factures des fournisseurs. Nous avons rapprochés ces montants des contrats de souscription en cours. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressé aux associés à l'exception du point ci-dessous.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce sont mentionnées de façon incomplète dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

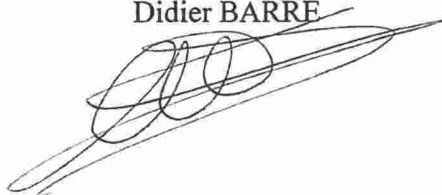
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cholet, le 24 février 2020

PAPIN & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Didier BARRE

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 30/09/2019	Net Au 30/09/2018
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	92 476	81 202	11 274	14 950
Fonds commercial	1 339 644		1 339 644	1 339 644
Autres immobilisations incorporelles	64 276	64 276		
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 306 812	891 476	415 335	483 317
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	10		10	10
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	85		85	85
Prêts				
Autres immobilisations financières	54 243		54 243	53 640
TOTAL (I)	2 857 545	1 036 954	1 820 591	1 891 645
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				23 531
Créances				
Clients et comptes rattachés	4 294 357	105 040	4 189 317	4 040 964
Autres	1 505 336		1 505 336	821 759
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	2 804 051		2 804 051	1 388 718
Charges constatées d'avance	107 053		107 053	112 950
TOTAL (II)	8 710 797	105 040	8 605 757	6 387 921
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	11 568 342	1 141 994	10 426 348	8 279 566

Bilan Passif

	Net Au 30/09/2019	Net Au 30/09/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 600 000	600 000	600 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	60 000	60 000
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	1 928 087	1 173 143
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	792 667	754 944
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	3 380 754	2 588 087
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	258 039	256 715
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 560 986	3 436 432
Dettes fiscales et sociales	1 921 140	1 949 370
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		751
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	305 429	47 939
TOTAL (III)	7 045 594	5 691 480
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I à IV)	10 426 348	8 279 566
Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/10/2018 au 30/09/2019			Du 01/10/2017 Au 30/09/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises	533 596	5 397	538 993	1 465 576
Production vendue de biens				
Production vendue de services	18 792 273	2 154 169	20 946 442	18 318 365
Chiffre d'affaires Net	19 325 870	2 159 566	21 485 435	19 783 940
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues			25 114	17 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			111 755	322 036
Autres produits			2 606	3 225
		TOTAL (I)	21 624 910	20 126 201
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			218 031	767 182
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			168 856	161 560
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			13 403 712	11 871 096
Impôts, taxes et versements assimilés			243 304	224 750
Salaires et traitements			4 231 848	3 806 842
Charges sociales			1 790 893	1 610 689
Dotations aux amortissements sur immobilisations			206 485	139 025
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants			28 454	22 576
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1 436	151 918
		TOTAL (II)	20 293 019	18 755 638
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
		RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 331 892	1 370 563
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation			515	28
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change			7 648	5 594
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		TOTAL (V)	8 163	5 621
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			4 116	6 647
Différences négatives de change			197	5 487
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
		TOTAL (VI)	4 313	12 134
		RESULTAT FINANCIER (V - VI)	3 849	-6 513
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			1 335 741	1 364 050

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 6 -

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/10/2018 Au 30/09/2019	Du 01/10/2017 Au 30/09/2018
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		395
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)		395
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	10 758	3 238
Sur opérations en capital		128
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	10 758	3 366
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-10 758	-2 971
Participations des salariés (IX)	172 718	189 227
Impôts sur les bénéfices (X)	359 598	416 908
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	21 633 073	20 132 217
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	20 840 405	19 377 273
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES)	792 667	754 944
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	9 500	
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/09/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 10 426 348 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 792 667 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'entreprise :

Etude, conseil en matière d'informatique industrielle.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'entreprise :

6 sites :

- BOUGUENNAIS (44)
- LES ULIS (91)
- LABEGE (31)
- SAINT PRIEST (69)
- LILLE (59)
- ENTZEIM (69)

Appartenance à un groupe financier :

Oui.

Convention d'intégration fiscale :

La société entre dans le cadre du régime fiscal des groupes (intégration fiscale) prévu aux articles 223A et suivants du CGI.

L'option a été formulée avec effet au 01/10/2008.

La société supporte l'impôt qu'elle aurait payé en l'absence d'intégration fiscale.

Pour l'exercice écoulé, la charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 359 598 euros.

La société tête de groupe est :

SAS HEDOS -1 rue du Moulin Cassé - 44340 BOUGUENNAIS - Capital de 500 000 €. N° SIRET : 498 992 304 00010

Accord de participation :

Suite à l'accord signé entre la société 4 CAD PLM et le CFDT en date du 25 juillet 2014, une provision a été comptabilisée pour un montant de 171 083 €.

Litiges :Litiges suite aux licenciements économiques :

4 litiges prud'homaux sont en cours suite aux licenciements économiques réalisés en 09/2013. Le jugement était initialement prévu en 10/2015 et a été repoussé à décembre 2016.

Par décision du 2 décembre 2016, sur les quatre litiges, la partie adverse a été déboutée de sa demande pour 3 salariés. La société a été condamnée à verser 6 000 euros à un salarié. L'arrêt de la cour d'appel du 27/10/2019, a débouté les 4 salariés, en confirmant l'absence de condamnation, à l'encontre de la société 4 CAD PLM.

Il n'existe pas d'autres litiges en cours

Contrôle fiscal : la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur la période 01/10/2015 au 30/09/2018.

Ce dernier aboutit à un redressement d'impôts sur les sociétés de 417 K€. L'administration conteste la constatation de factures non parvenues correspondant aux droits d'utilisation de licence et maintenance vendus aux solutions de financement proposées aux clients. 4 CAD PLM vend ainsi des contrats couvrant une période allant de 1 à 3 ans, alors que le fournisseur facture les droits d'usage par période annuelle. Les deuxièmes et troisièmes années sont ainsi constatées en FNP, jusqu'à réception des factures de l'éditeur. De la même manière, l'administration fiscale refuse la constatation de produits constatés d'avance.

Sûr de son bon droit, la direction de la société entend défendre sa position et considère obtenir l'annulation des redressements. Aucune provision pour impôts n'est constatée à la clôture du bilan 30/09/2019.

Règles et méthodes comptables

(Articles R. 123-195 et R. 123-197 du Code de Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 30/09/2019 dont le total du bilan avant répartition est de 10 426 348 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 792 667 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Néant.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Acquisition du fonds de commerce PHAREA le 02/01/2020 au prix de 450 K€.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles

Le fonds de commerce est évalué au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Le règlement ANC n°2015-06, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, a redéfini les critères et modalités d'amortissement et de dépréciation des fonds commerciaux.

Compte tenu du caractère non limité de sa durée d'utilisation, le fonds commercial ne fait l'objet d'aucun amortissement.

Dépréciation du fonds de commerce :

La dépréciation du fonds commercial est la constatation que sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

La dépréciation permet de ramener la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur actuelle.

Test de dépréciation :

Compte tenu du caractère non amortissable, le fonds commercial a fait l'objet d'un test de dépréciation au cours de l'exercice.

Le test a permis de conclure, sur la base de la valeur d'usage du fonds commercial, déterminée selon la méthode des flux nets de trésorerie actualisés, à l'absence de dépréciation au titre de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire et les durées suivantes :

- Licences 1 à 3 ans
- Installations Gales et agencements 5 à 10 ans
- Matériel de transport 1 à 5 ans
- Matériel de bureau & informatique 1 à 7 ans
- Mobilier 3 à 9 ans

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2019) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 0.47%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Informations requises par l'article R.123-198 - 9° du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 9 400 € hors taxes.

Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le crédit d'impôt compétitivité emploi théorique correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté au compte 444 pour un montant de 76 251€.

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE théorique (propre à l'entité) comptabilisé à la date de clôture de l'exercice s'élève à 20 606 €.

Utilisation du Crédit d'impôt Compétitivité Emploi

Au cours de l'exercice, l'entreprise a utilisé le produit du CICE pour financer son activité grâce notamment à de nouveaux investissements et à un certain nombre de recrutements et de formations.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	69	70
Agents de maîtrise & techniciens	1	4
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	70	74

Commentaire

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	600 000	1.00000	600 000
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	600 000	1.00000	600 000

Commentaire

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	1 272 545
Engagements de départ en retraite	
TOTAL	1 272 545

- Engagements en matière de pensions, retraite et assimilées pour : 522 545 €,
- Nantissement de fonds de commerce PRODWARE au profit de la Banque Populaire pour 350 000 €,
- Nantissement de fonds de commerce PRODWARE au profit de la BNP Paribas pour 400 000 €.

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	
SARL HEDOS - caution solidaire (SPRING)	1 020 000
OSEO - Garantie à hauteur de 50% (SPRING)	425 000
SARL HEDOS - caution solidaire (PRODWARE)	820 000
SARL HEDOS - engagement de blocage de C/C	600 000
TOTAL	2 865 000

Le total des engagements reçus par les entreprises liées (HEDOS) s'élève à 2 440 000 €.

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
	Total		

Fonds commercial

	Montant
Eléments achetés	
Fonds de commerce Spring	795 000
Fonds de commerce Prodware	518 000
Mali de fusion 4 CAD SE	26 639
Eléments réévalués	
Eléments reçus en apport	
	TOTAL
	1 339 639

Commentaires :

- Fonds de commerce Les Ulis : 1 €
- Fonds de commerce Strasbourg : 1 €
- Fonds de commerce PI3C : 2 €
- Droit au bail Agence de Lyon : 1 €

Etat des immobilisations

Cadre A		Valeur brute en début d'exercice	Réévaluation de l'exercice	Augmentations Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 488 565		7 830
TOTAL		1 488 565		7 830
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers		198 845		
Mat. de transport		16 173		
Mat. de bureau et info., mobilier		964 796		126 998
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		1 179 814		126 998
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		10		
Autres titres immobilisés		85		
Prêts et autres immobilisations financières		53 640		603
TOTAL		53 735		603
TOTAL GENERAL		2 722 114		135 431
Cadre B		Diminutions Virement Cession	Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réévaluat. légale ou éval. par mise en équival. Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 496 395	
TOTAL			1 496 395	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers			198 845	
Mat. de transport			16 173	
Mat. de bureau et info., mobilier			1 091 793	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 306 812	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			10	
Autres titres immobilisés			85	
Prêts et autres immobilisations financières			54 243	
TOTAL			54 338	
TOTAL GENERAL			2 857 545	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.	133 972	11 505		145 477
	133 972	11 505		145 477
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers	157 254	14 462		171 716
Matériel de transport	16 173			16 173
Mat. de bureau et informatique, mobilier	523 070	180 517		703 587
Emballages récup. et divers				
	696 497	194 979		891 476
TOTAL GENERAL	830 469	206 484		1 036 954
Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires				
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Amort. fiscal dégressif exceptionnel
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement (I)				
Autres postes d'immo. incorp. (II)				
TOTAL				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récup. et divers.				
TOTAL				
Frais d'acquisition de titres de participations				
TOTAL GENERAL				
TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE	
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations					
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	76 586	28 454			105 040
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III	76 586	28 454			105 040
TOTAL GENERAL (I+II+III)	76 586	28 454			105 040
Dont dotations et reprises : - d'exploitation		28 454			
Dont dotations et reprises : - financières					
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

- 18 -

Etat des créances

		Liquidité de l'actif	
	Montant brut	Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	54 243		54 243
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	135 618	135 618	
Autres créances clients	4 158 739	4 158 739	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	808	808	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	569 642	569 642	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	871 763	871 763	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)	63 122	63 122	
Charges constatées d'avance	107 053	107 053	
TOTAL	5 960 989	5 906 746	54 243

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine	3 079	3 079		
- à plus d'1 an à l'origine	254 960	182 475	72 485	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 560 986	4 560 986		
Personnel et comptes rattachés	696 068	696 068		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	429 637	429 637		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	716 108	716 108		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	79 327	79 327		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	305 429	305 429		
TOTAL	7 045 594	6 973 109	72 485	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

200 000

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

200 106

(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés
personnes physiques

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	1 335 741	359 598	976 143
+ Résultat exceptionnel	-10 758		-10 758
- Participation des salariés	172 718		172 718
Résultat comptable	1 152 265	359 598	792 667

Commentaire

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements et allègements	Montant	Impôt
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allègements		
Prov. non déductible année de dotation		
Total des déficits d'exploitation reportables		
Total des amortissements différés		
Total des moins values à long terme		
TOTAL		

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	2 588 087
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	2 588 087
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	2 588 087
Variations du capital social	
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	754 944
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-754 944
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	2 588 087
Résultat de l'exercice	792 667
Capitaux propres à la clôture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	3 380 754

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272.00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 079.00	1 649.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 417 409.20	1 822 997.00
Dettes fiscales et sociales	914 877.19	960 773.82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 335 365.39	2 785 691.82

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		272.00
168830 Int.cour./autr.empr.oblig		272.00
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 079.00	1 649.00
518600 Agios bancaires	3 079.00	1 649.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 417 409.20	1 822 997.00
408100 Fourn. fact.non parvenues	2 417 409.20	1 822 997.00
Dettes fiscales et sociales	914 877.19	960 773.82
428200 Dettes prov./conges payes	312 263.00	280 943.00
428600 Primes a payer	137 885.00	153 112.00
428650 Pers.autr.charges a payer	176 868.19	192 263.82
438000 Forfait social ch a payer	34 543.00	37 845.00
438600 Prov chges soc/com	59 291.00	62 969.00
438610 Provision ch sociales cp	134 875.00	128 403.00
438620 Ch soc. s/ primes a payer		4 700.00
448600 Charges fiscales	59 152.00	100 538.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	3 335 365.39	2 785 691.82

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Produits d'exploitation	305 429	47 939
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	305 429	47 939

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	30/09/2019	30/09/2018
Charges d'exploitation	107 053	112 950
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	107 053	112 950

Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	9 500	
Pénalités	1 258	
TOTAL	10 758	

Commentaire

Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Avantages en nature	58 307
Remboursements formations	25 774
Transferts IJSS et prévoyance	1 267
Frais véhicules	300
Total	85 648



ANGERS - NANTES - PARIS

Etienne de MASCUREAU
Christophe BUFFET
Bruno ROPARS
Philippe LE LAVANDIER
Pascal ROUILLER
Benoît BANSAYE
Sarah TORDJMAN
Philippe LANGLOIS
Vincent JAMOTEAU

Sandra CHIRAC-KOLLARIK
Marie PAILLOCHER
Bertrand RAMASSAMY
Jean de BARY
Jean-Baptiste MARTY
Antoine LABORET
Prune BREGEON
Claire CAVELIER D'ESCLAVELLES
Sophie LODEHO
Sébastien HAMON
Isabelle COGUIC
Marie HOSTIOU
Anne DAMAS
Alice ROUMESTANT
Florine TALON
Tanneguy de VAUTIBAUT
Avocats

Claire BOUET
Audrey PAPIN
Emmanuelle BELLAND
Victoria BRULAY
Emilie ROTA

Juristes

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
2 ter, quai François Mitterrand
Immeuble Rhuys
44200 NANTES

Angers, le 17 mars 2020

CB 45,80

Réf. : PLL/HC/4 CAD PLM

Tél. : 02.41.81.16.37

Fax : 02.41.87.32.33

E-mail direct : conseils@acr-avocats.com



Monsieur le Greffier,

Aux fins de dépôt des comptes clos le 30 septembre 2019 de la société "4 CAD PLM", immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 452 625 981, veuillez trouver sous ce pli les documents suivants :

- 1 exemplaire du rapport du commissaire aux comptes, avec le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- 1 exemplaire du bilan, compte de résultat et annexe certifié conforme,
- 1 exemplaire de la proposition d'affectation,
- 1 chèque de 45,80 euros à l'ordre du Greffe du Tribunal de Commerce de Nantes.

Vous voudrez bien m'adresser directement le récépissé de dépôt.

Dans cette attente,

Je vous prie de croire, Monsieur le Greffier, à l'expression de mes sentiments dévoués.

SCP d'AVOCATS

2 Bd Bessonneau
CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02
Tél. 02 41 81 16 16
Fax 02 41 87 04 04

22 rue de la Tour d'Auvergne
44200 NANTES

5 place des Ternes
75017 PARIS

Benoît BANSAYE
Avocat associé
Département Droit des Affaires & Fiscalité